

Adressez toute correspondance à
"LA LIBERTÉ"

ABONNEMENTS:

Canada et États-Unis \$1.50
Union Postale \$2.00

Directeur: HECTOR HEROUX

DIEU ET MON DROIT

Imprimé et publié par la
WEST CANADA PUB. CO., LTD.
619 Ave. McDermott
Téléphones - - Garry 4264-4265

Culture Mixte

Le mauvais traitement que nous avons fait subir à nos terres ne les a pas épuisées. Seulement elles ont emmagasiné toutes les graines nuisibles que nous leur avons laissées produire pendant qu'elles nous ont servi. Contre ce mal, le gendre d'été nous a rendu de grands services. Trop dépensés, il a dû être abandonné pour la culture mixte. Dès les premiers essais, cette culture, nouvelle pour nous, a donné des résultats inespérés. On a vu des terrains qui ne pouvaient plus rendre que 5, 10 et 12 miniers l'acre, retrouver leur vigueur par un pâturage de deux ans et donner un rendement de 35, 38 et 40 miniers. Ces chiffres sont fournis par une expérience faite en trois différentes terres. L'expérience était concluante. Ceux qui en avaient été les témoins firent du coup convertis à la culture mixte. Néanmoins ils ne soupçonnaient pas encore les profits que leur apporteraient la vente des animaux et du lait.

Ce qu'a fait la culture mixte, en voici un exemple. Je connais un village manitobain qui, avant l'adoption de la culture mixte, devait acheter le beurre, les œufs et souvent la viande. On n'avait que le seul revenu du blé pour faire face à toutes les dépenses de la ferme et de la maison. Dix ans de culture mixte ont suffi pour transformer tout cela. Ces cultivateurs vendent aujourd'hui \$36,000 de lait et \$43,000 de bétail chaque année.

Mais, direz-vous, ils récoltent moins de blé qu'autrefois. Vous croyez. Bien, démentez-vous. Ainsi en 1913, ils ont vendu du blé pour \$150,000, soit une augmentation de \$50,000 depuis le changement de culture.

Voilà le fermier du nouveau régime. Il garde de 10 à 20 vaches à la fois, les traite tous les jours. Chaque année, il peut vendre un nombre de bêtes à cornes. Il n'est pas rare de voir un de ces cultivateurs posséder sur sa ferme une centaine de vaches. Ajoutez à cela les poules qui donnent un bon revenu. Plusieurs de nos fermiers gardent des moutons. Ce sont d'excellents destructeurs de mauvaises herbes outre qu'ils rapportent beaucoup par la vente de la laine et de la viande.

J'entends dire ici nos amis de la province de Québec me dire: Très bien, vos immenses champs de grain vous permettent de nourrir vos porcs. Mais d'où tirez-vous le fourrage nécessaire à l'alimentation de tant de chevaux et de tant de bêtes à cornes?

Ce fourrage vert, c'est-à-dire l'avoine semée et récoltée en vert, détruit les mauvaises herbes. Même résultat avec les cultures arables: plantes racines et blé d'Inde. On sème 30 et 50 acres en blé d'Inde. Toutes ces cultures rendent à la terre sa vigueur première. Nous avons encore la paille que nous gardons en "mulch" plus gros que vos granges. Cela suffit pour les bêtes de un et deux ans. Ces jeunes bêtes préfèrent le mulch à l'étable et souvent elles passent tout l'hiver en dehors.

Très bien pour ces jeunes bêtes. Mais vos chevaux et vos vaches?

Pour eux aussi, nous avons la paille. Ajoutez à cela le blé d'Inde qui donne 5, 8 et 10 tonnes à l'acre. Aux vaches et aux cochons, nous donnons ce trèfle tant valet qu'on nomme la lanière. Par ses racines qu'il pousse à une profondeur de trois et quatre pieds dans le sol, ce trèfle enrichit le sol auquel il transmet beaucoup d'azote. Riche fertilisant de la terre, il excelle en outre comme nourriture. Livre contre livre, il vaut le bon son. Mêlé à la paille, il nous fournit un abondant et avantageux fourrage pour nos bêtes.

On ne saurait dire dans un court article tous les avantages de la culture mixte. Nos amis de Québec s'en peuvent cependant faire une idée en songeant que le lait se vend l'hiver au Manitoba jusqu'à 25 sous le gallon. Le bétail commande d'aussi bons prix. Ajoutez à cela le blé. Celui qui au Manitoba ne vend pas mille miniers de blé est un pauvre homme.

Faux Système

Les dernières lois scolaires, en faisant table rase de l'usage du français établissent par le fait même que l'anglais sera l'unique langue d'enseignement. Elles sont odieuses et indignes de législateurs qui devraient avoir à cœur de promouvoir le progrès en donnant à chacun sa légitime mesure de liberté. Leur injustice a déjà été démontrée assez clairement pour convaincre tout homme de bonne foi. Il est cependant un point sur lequel il ne sera pas inutile de revenir, ce sont les inconvénients auxquels vient se heurter leur mise en pratique.

Comment une institutrice qui ne parle en classe que l'anglais pourrait-elle enseigner à des enfants qui ne comprennent pas un mot de cette langue? Alors, comment ces enfants pourraient-ils s'instruire? C'est en fait le problème vraiment insoluble que nous plaçant les nouvelles lois.

On dirait peut-être que les enfants canadiens-français savent assez d'anglais lorsqu'ils commencent à aller à l'école pour comprendre les leçons anglaises du maître. Cela ne peut se faire puisqu'ils n'ont jamais entendu parler à la maison d'autre langue que leur langue maternelle.

De reste, M. Norris n'a rien inventé de nouveau. Son système n'est qu'une reproduction d'expériences qui ont été tentées en Europe dans le but d'établir l'unité de langue et d'obtenir par ce moyen une plus grande union nationale. Ce double but n'a jamais pu être atteint, mais au contraire, la violation du droit naturel, qui est les parents de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue, a toujours été suivi d'un attachement plus étroit à la langue présentée, de divisions et de haines.

Le bilinguisme bien compris est une chose si simple et si naturelle que son application est la seule qui soit pratique. Il permet aux enfants canadiens-français d'apprendre le français et d'étudier l'anglais en se servant de leur langue maternelle. C'est d'ailleurs la méthode suivie dans tous les ouvrages destinés à l'étude des langues étrangères. Ainsi, le français qui veut apprendre l'allemand doit d'abord savoir sa propre langue. Par son intermédiaire il étudiera les premières règles de la grammaire étrangère, les mots les plus faciles et les plus utiles, et ce n'est qu'après plusieurs années qu'il pourra continuer ses études sans l'auxiliaire du français.

Pour illustrer ce qui précède, il ne sera pas sans intérêt de faire connaître le résultat d'une expérience faite dans trois écoles importantes de notre province. Dans chacune d'elles l'enseignement ne se donne qu'en anglais parce que les élèves de langue française ne sont qu'une infime minorité, soit une trentaine pour les trois écoles.

Quelqu'un qui s'intéresse aux questions scolaires a interrogé chacun de ces élèves pour se rendre compte de leur connaissance de la langue anglaise. Il a fait la découverte suivante: tous parlent assez bien ou médiocrement l'anglais; aucun, à une exception près, ne l'écrit correctement; quinze ne peuvent l'écrire; dix ne peuvent le lire; plusieurs apprennent des leçons par cœur sans comprendre la signification des mots. Ceci prouve que ces enfants ont appris le peu d'anglais qu'ils savent pendant les récréations plutôt que durant les heures de classe. Les parents ou les instituteurs peuvent être à blâmer, mais le plus coupable, c'est le système.

Ce serait intéressant si un tel système était mis en vigueur par toute la province. Vraiment, pour l'honneur de la civilisation, il vaut mieux qu'il demeure lettre morte.

PAUL BELART.

Nos Moyens De Défense

Plus l'on examine la religion catholique au Manitoba, plus l'on trouve dans l'attitude de ses adversaires des points de comparaison avec la brutalité allemande en 1914. Un des grands arguments de la clique protestante-anglaise était que les modifications constitutionnelles introduites correspondaient aux vœux émis par la majorité. C'était la loi du nombre, substituée à la justice et à la sagesse. Ce n'est pas au nom de leur force numérique que les Allemands en 1914 prétendaient imposer le joug prussien aux autres nations et dévastaient sur la Belgique et la France les flots continus d'une soldatesque envahissante de sang, d'avidité et de destruction. Les principes Bismarckiens ont des alliés, ailleurs qu'en Allemagne! Honte donc aux auteurs des lois qui veulent étrangler les minorités comme aux tyrans qui créaient les petites nations!

Nous nous trouvons appelés à relever le drapeau du droit et de la justice, à arrêter les tyrans et à les rejeter vaincus et humiliés dans les limites de leur droit; aux armes! donc et sans tarder. Nous connaissons nos ennemis et les secrets de leurs manœuvres. Au nom de la justice, nous nous opposons à la colonisation intensive; à l'organisation qui nous fait opposer l'organisation la plus puissante: organisations-nous! Qu'il ne soit permis de soumettre à l'examen critique des lecteurs de la Liberté certaines considérations qui n'engagent ni la rédaction du journal qu'en tant que celle-ci en acceptera le bien fondé. Ces considérations pourront leur servir de points de vue, mais elles ne doivent pas être considérées comme moitiés, qu'ils prennent une plume (et quelques heures sur leur repos mérité), et expliquent aisément aux lecteurs de la Liberté les raisons qu'ils ont de penser le contraire.

Nous devons d'abord faire de la colonisation intensive (ceci est évident) mais nous devons la faire avec science et intelligence. Pour être intensive, la propagande en faveur de la colonisation: 1o doit être l'œuvre de tous et non pas seulement de quelques-uns; 2o elle doit s'adresser non seulement à la province de Québec, mais aux franco-américains, et aux cousins de France. Pour être intelligente, elle doit veiller à répartir les émigrés dans la mesure du possible, de façon à nous assurer le plus tôt possible une représentation suffisante dans les assemblées législatives.

Est-il nécessaire d'entrer dans les détails? Essayons. D'abord la propagande en faveur de la colonisation du Manitoba par des familles françaises et catholiques doit être menée vigoureusement et doit maintenir non seulement par quelques-uns, mais par tous. Ce n'est pas un principe que je pose, mais une conclusion, car nous n'en sommes déjà plus à la période d'essai, nous avons enregistré déjà des échecs sérieux et par conséquent pris de bonnes leçons. Notre société provinciale Saint-Jean-Baptiste s'était dû le début consacré généralement à ce travail essentiellement patriotique. C'était la suite d'un congrès qui eut lieu à Saint-Boniface en 1913. Les membres du comité empruntèrent vite qu'ils ne pouvaient rien sans le nerf de la guerre; l'argent; et que pour mener à bien leur entreprise, d'ailleurs fort limitée, il leur fallait le concours des sociétés locales, dont le nombre n'était pas considérable.

On leur appel à tout pas un gros succès, je crois, et il semble qu'ils ont maintenant abandonné la partie. Autant est vain demander à Joffre et à l'état-major français d'arrêter l'invasion allemande sans leur fournir les moyens.

Les échecs ne vont malheureusement pas sans quelque découragement, et l'on s'en est depuis remis complètement ou à peu près à des sociétés capitalistes pour organiser l'œuvre de propagande, mais sans succès. D'être plus adroitement par le patriotisme en l'occurrence serait l'intérêt personnel. C'est le système généralement suivi par les Anglais, et il ne va pas sans inconvénients. Son action est limitée aux moyens pécuniaires et au nombre de terres dont disposent ces sociétés, de plus ceux qui songent à émigrer redoutent toujours l'exploitation possible des quelques deniers dont ils disposent et flatteront facilement le spéculateur, enfin les émigrés sont trop souvent répartis par ces sociétés suivant leurs intérêts pécuniaires et non suivant les exigences d'une organisation catholique et raisonnable de nos forces d'émigration. Je ne prétends pas cela, qu'il faut écarter leur concours, qu'il n'est pas, mais je voudrais vous convaincre, amis lecteurs, qu'il ne faut pas en remettre entièrement à eux.

Vous voulez conserver votre langue aussi bien que votre foi (choses d'ailleurs inséparables), vous savez que le nombre fait la force et qu'il est la force du droit, vous savez qu'il est plus important de nous assurer la majorité que de nous assurer la justice; vous savez, logiques avec vous-mêmes, essayez de contribuer aux tentatives faites pour amener des émigrés de votre sang et de votre foi? Avez-vous écrit à des parents ou amis pour leur parler du Manitoba de ses terres incultes, des avantages divers d'une exploitation bien entendue? Avez-vous seulement profité de la perche que vous tendait le Comptoir Agricole Limité en vous offrant pour vos besoins une série de maisons gratuites de la Liberté dans lesquelles les avantages de la colonisation ont été servis avec intelligence et intelligemment démontrés? Ou bien nagez-vous tranquillement et sans souci dans la mare d'une honteuse, d'une criminelle indifférence à l'endroit du sort réservé à votre foi et à votre race dans ce pays? De ce sort, de cet avenir nous devons tous nous tenir individuellement responsables et contribuer suivant nos moyens à la propagande qui tend à augmenter notre nombre et balancer au Manitoba les forces françaises et les forces anti-françaises.

Il faut ensuite que notre propagande soit générale et non pas limitée à la province de Québec, nous ne pouvons le faire que par l'intensité qui lui est nécessaire. En 1907 nous pouvions lire dans le Bulletin des recherches historiques: "Je parle de l'immigration française laïque et je demande si elle n'est pas la plus dangereuse

qui puisse nous arriver. Pour moi cela ne fait pas de doute. Cavaient consultés." Le Rév. Dom Paul Benoit a fait, je crois, bonne justice de ces affirmations erronées, mais le préjugé hélas! trop répandu, n'a-t-il disparu? Non. Et pourtant de quel droit, je vous le demande, au nom de quel homme logique assimiler la France entière aux Jacobins qui prétendent la représenter et diriger ses destinées.

Et ce qu'il y a de ces quelques écrivains immoraux et irréligieux qui sont d'ailleurs plus à l'étranger que par leurs compatriotes, il n'y a pas la vraie France, celle dont Benoit VU disait: "Aime la France, tout court." Et ce qu'il y a de ces libéraux dont quelques échantillons sont venus jusqu'à faire honneur le nom de leur belle patrie, il n'y a pas une grande majorité de gens laborieux et honnêtes, une majorité de catholiques dont les multiples œuvres rayonnent de vie sainte et intense? Pourquoi oublier les diacs en argent et en apôtres aux œuvres de missions et les légions de Français intelligents généreux et instruits groupés dans les cercles ouvriers du Comté de Mun ou les cercles d'étude de la Jeunesse Catholique Française. — Je ne parle pas des évêques et des prêtres d'élite, puisque Monseigneur Trépan ne les a pas mis en cause.

Ne venons pas les autres, n'insultons pas à notre sang. La France est profondément catholique, et ce qui se passe au Québec, à la stupéfaction du monde entier, n'est pas une renouveau religieux, mais simplement la révélation d'un état d'âme que l'on ignorait ou que l'on niait par égoïsme. L'émigration française doit être la bienvenue, elle doit être sollicitée de façon à nous rapprocher de nos sources, de façon à nous entretenir au contact de ce foyer de vraie vie catholique et de patriotisme français. Si les meilleurs des membres du Comptoir Agricole Limité leur permet d'obtenir leur propagande aux centres ruraux de la vieille France, une série d'abonnements gratuits recevraient probablement un bon accueil.

Enfin les immigrants devront être répartis, non pas au petit bonheur, mais suivant un plan calculé de façon à nous apporter dans le délai le plus court des forces de résistance aux tentatives toujours plus osées et plus brutales de nos adversaires. Un moyen excellent, suggéré dès en 1912, et auquel on s'est opposé, l'émigration française, serait la constitution de comités locaux et de districts vus petites chambres de commerce qui fourniraient à qui de droit la liste des propriétés à vendre avec un compendium des avantages divers de la localité et photographies à l'appui. Ces institutions rendraient à un double desideratum en permettant la collaboration de tous les responsables au mouvement de colonisation nécessaire et en fournissant aux agents des points de repaire sérieux. Il ne resterait qu'à avoir un peu de patience.

SAINT-CLAUDE.

Education

Nous avons dit que Monsieur le Gouvernement n'est pas un être qui a des droits autres que ceux des pères de famille, puisque l'Etat se constitue de la réunion de toutes les familles. Les familles se sont unies non pour leur mal mais pour promouvoir leurs intérêts; c'est donc aller contre le bon sens que de permettre au Gouvernement, comme on le fait au Manitoba, de mettre prestement à la porte des écoles et de laisser lire au bureau de l'instruction publique:

"L'Etat est moi."

Le département de l'instruction publique, c'est en définitive le ministre de l'instruction publique flanqué de son chouchou, le député-ministre actuel, qui tient bon à sa place sous tous les régimes.

Y aurait-il derrière lui des influences plus puissantes que le gouvernement? Non, car il n'y a pas de gouvernement sans le peuple. Il ressemble comme deux gouttes d'eau à certains autres, disant réformes, faites en d'autres pays, sous la pression de menées secrètes, on le croirait vraiment.

Qui tire les ficelles derrière le rideau? Mystère profond!! Petite digression qui ne manque pas de nous faire poser des points d'interrogation depuis assez longtemps.

Mais revenons à notre ordre, ou mieux, à Monsieur le Gouverneur. Nous étions en train de nous demander quels sont ses véritables devoirs; non pas ceux qu'il se confère, oh! non, mais ceux qu'il a dans le domaine de l'éducation.

Il a le droit d'aider les parents à construire des maisons d'école. Depuis la petite école de campagne jusqu'à la grosse école, genre palais, qu'on appelle écoles techniques, même d'aider, dans une certaine mesure, à la construction des maisons où se donneront les cours de soir.

Qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée cependant; nous ne disons pas, qu'on le remarque bien, que le Gouvernement a le droit de prendre complètement à ses frais la construction de ces maisons dispendieuses où se logeront les différentes facultés universitaires.

On comprend facilement que les gouvernements ont une grosse dette par la construction de ces grosses maisons, même quand elles ne sont pas belles, car voyez-vous, il y a le petit détail des gros contrats à donner, et les gros contrats c'est à nous, nous, mais les petits détails qu'on appelle la démocratie, pour le dater afin de les mieux fonder, n'ont guère d'intérêt à ce que Monsieur le Gouvernement fasse en gros. Monsieur le Gouvernement prendra en définitive ses fonds dans la poche du même peuple, qui profitera fort peu des grosses maisons universitaires, surtout si on s'y fait une spécialité de se moquer de Dieu, d'enseigner l'infidélité et de se faire un point d'honneur de l'enseignement qui fait noblement remonter l'origine de nos ancêtres aux diacs à la pelle.

Que le Gouvernement aide dans une certaine mesure, c'est dans l'ordre, mais que le nôtre fasse comme un fait généralement dans tous les pays civilisés, qu'il laisse le fardeau de l'entreprise en grande partie à l'industrie privée et aux grosses bourses des particuliers.

Voilà une partie des droits du Gouvernement. Nous lui en concéderons d'autres, car nous ne sommes pas diables si exclusifs, mais nous aimons pardessus tout que chacun reste chez lui, et le gouvernement qui doit donner le bon exemple devrait commencer le premier par observer cette règle élémentaire de bonne éducation.

A DROITE ET A GAUCHE

Tenez, je vais vous le dire franchement. Ces 50,000 hommes actuellement appelés sous les armes, c'est tout simplement un moyen de s'assurer au parfait contrôle de la situation. Puis, après, c'est la conscription. L'avenir nous dira si le lieutenant telle mesure.

haut instructeur qui nous traitait de propos à l'assemblée de jeudi soir dernier avait raison.

Le pasteur Hindley, ce bonhomme qui nous prêche la conscription, il y a une quinzaine, s'en va, dit-il, demeurer à Spokane, États-Unis.

C'est pourtant pas sur la voie qui mène au front.

"Une course folle à la transformation en soldat et en toutes les assurances du Canada nous a valu la venue de gens de tous pays, à peu près quatre-vingts. On a fait du caractère moral de l'individu, ce qu'on voulait, c'était d'obtenir de la main d'œuvre à bon marché, de l'obtenir aussi rapidement et abondamment que possible. Pourquoi se soucier de savoir? Pourquoi tenir compte du caractère moral et religieux des immigrants? Pourquoi leurs maîtres se mettraient-ils à marier en tête, aussi longtemps que ces immigrants travaillent sans faire entendre une plainte et consentaient à être un double instrument d'exportation?"

Le résultat de cette politique, pratiquée par les deux partis, c'est que tandis que l'Est, en 1911, n'avait que 96,518 étrangers de 18 à 45 ans sur un total de 1,135,214, nous en avons plus de 8 pour cent, il se trouvait que dans les provinces de l'Ouest, sur un total de 562,856 hommes, 207,492, soit 37 pour cent, étaient étrangers. Dédaignant les hommes des Canadiens et "British-born", les volontaires outremer ont en entraîné au Canada, et vous voyez le rude problème en face duquel nous nous trouvons dans les nouvelles provinces canadiennes. — Canadian Churchman, 15 mars.

"Preserving the Belgian touch. Since the outbreak of the war, Belgium has been the only country in the world where the people have not been allowed to leave their country. Allons, messieurs les Français, protestez, c'est un nouvel article du Pape. Le danger est aux portes mêmes de l'Empire."

"222 éligibles go to United States in 26 days." — Winnipeg Tribune.

D'ailleurs, nous qui croyions nous battre pour les États-Unis, Nous étions dans le pétrin, quoi! On s'y bat, puisque des Anglo-Canadiens s'y rendent.

Mais, les femmes votant, la politique ne sera-t-elle pas plus honnête? Il est permis d'en douter. C'est ainsi que dans le Colorado il y a eu corruption et il est plus honnête d'être plus honnête, par exemple, l'électorat féminin qui parait l'électorat masculin.

M. Louvigny de Montigny, dans un récent ouvrage la "Langue française au Canada", attaque violemment la rédaction du Droit d'Ontario, et tous ceux auxquels il s'adresse, plus ou moins critiques de l'enseignement français dans la province de Québec. M. Aubert Foxy prend une bonne lecture en servant à ses lecteurs des extraits du livre de Montigny. Nous lui empruntons celui-ci qui est typique:

"Le volonte des chapeaux-courts de sacristie n'effranchera pas davantage ma conscience, ni ne la dévotera; pas davantage ne s'apercevront les clappements de l'oeil des hiboux que la lumière fait bouillir et dont le hibou fait le bruit d'un œil qui se ferme. L'œuvre en cri de Pierre l'Ermite, à ce n'est pas l'imagination, mais plus réellement en crioleries zigzagantes de jansénistes flirant, à tout prix, le nouveau Capitole à sauver."

MORT DU R. P. CHARLES HENRI GAUTHIER

Un télégramme de Montréal apportait jeudi dernier à la famille de M. Pierre Gauthier, de Saint-Agathe, Man., la mort du R. P. Charles-Henri Gauthier, s. j. Attendant d'appendice, il avait été opéré avec succès, mais des complications nerveuses qui l'envahirent en quelques heures. Il n'était âgé que de 26 ans et n'était entré en religion qu'il y a quatre ans. Ses funérailles ont eu lieu à Mont-Royal, samedi, et les autres services ont été célébrés à Saint-Agathe. M. l'abbé Roan officiant, assisté des RR. PP. Primeau et Beaupré, jésuites, comme diacre et sous-diacre.



6—New Jersey	712,000
7—Michigan	631,000
8—Wisconsin	586,867
9—Louisiana	549,700
10—Massachusetts	545,433
11—California	524,233
12—Connecticut	508,498
13—Minnesota	478,335
14—Texas	411,790
15—New York and New Jersey (of Col.)	278,000
16—Rhode Island	275,000
17—Iowa	263,431
18—Indiana	255,255
19—Illinois	251,680
20—New Mexico	150,673
21—New Hampshire	124,091
22—Maine	135,627
23—Kansas	131,228
24—Oregon	118,987
25—Colorado	110,181
26—North Dakota	104,371
27—Montana	101,200

Un cours de leur lutte contre
l'établissement d'une Université
l'Etat, les députés de l'opposition
ont reçu la lettre suivante :

Copie traduite de l'anglais

Cher la poste 113,
Oak Lake, Main,
M. Bénard, Hanehin et Talbot,
Membres du Parlement
Provincial.

chers Messieurs,
C'est moi le projet de l'Université
Le rapport de vos discours pu-
bliés dans le **Telegram** rappelle la
lettre livrée il y a un quart de siècle.

Je ne puis m'empêcher de vous
sérieux pour applaudir aux argu-
ments irréfutables que chacun de
vous ont apportés contre la loi et
pour les raisons convaincantes en
faveur de l'enseignement religieux
dans les écoles.

Vos demandes pour certaines
modifications dans la loi sont fon-
dées sur des raisons qui sont éton-
nantes la raison à s'y rendre.

Il est incontestable que les pa-
rents, out, de par le droit naturel,
contrôle de l'éducation, et que de
cette façon, ils ont le droit de
divergences d'opinions reli-
gieuses, les écoles séparées dé-
raient étre établies où les pa-
rents le désirent et les ostrois de
l'école devraient, comme les
séquences nécessaires, étre dis-
tribus impartialment à toutes
les écoles.

En fait, d'autre dévots, on s'est
émancipé de droits dévots que les
catholiques romains avaient à leurs
écoles, et c'est une honte et une
injustice ériantes qu'il soit ap-
posé à ces écoles, on a mainte-
nant des écoles qu'on a mainte-
nant, ils ont à défrayer le coût
de leurs propres écoles. C'est né-
cessaire que le Patrioticisme aura eu
de rejeter à tout jamais la préten-
tion d'être la sagesse de posséder
elle seule la sagesse de posséder
l'ou impuement exercer en tyran-
nie — agir injustement — et ter-
roriser les minorités.

Quant à l'Anglicanisme a'uit
Presbythériens et autres pour
l'enseignement religieux
les écoles, on disait couramment
que les questions d'enseignement
religieuses ne devaient étre
entérées pour toujours.
L'avis aient alors regretté ar-
chevêque Machray que la fausseté
de cette théorie serait plus tard
révélée. Les catholiques ne
démonstrent jamais leurs pen-
sées et qu'un jour viendrait
où notre église elle-même recon-
naîtrait avoir agi à produire des
maux.

Sa Grandeur vout assez long-
temps pour exprimer son regret
du manque d'instruction religieu-
se dans les écoles et, aujourd'hui,
il se plaint de la faiblesse de la
dénominé Anglicane qu'il ne dé-
ploie cette absence de l'enseigne-
ment religieux.

J'admire votre tulte courageuse
pour ne pas vous tondre sur la
pêrche, vous avez combattu pour
le Bien moral de votre pays et
pour votre Dieu. Les principes
ternels du droit et de la justice
ne peuvent étre assésés et le
mandat d'une majorité politique
par un monopole ni par un au-
tre moyen autre forme de partisan-
nerie. L'etern axiome est tou-
jours le même. Le droit est grande,
et elle prévaut.

Messieurs, je me dévoue avec
respect devant vous et je demeure

Votre fidèle,

Cote fournie par Le Comptoir Agricole, "Limited"

